

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 3891

[C — 2002/29501]

20 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités d'application des articles 9, 20, 37 et 51 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et leurs fédérations

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et leurs fédérations, notamment les articles 9, 20, 37 et 51,

Vu l'avis de la Commission consultative des Centres de Jeunes, donné le 7 novembre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 novembre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 30.931/4 donné en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Jeunesse, de la Culture, du Budget, de la Fonction publique et des Sports,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Des procédures de reconnaissance des associations, d'agrément de leurs plans d'action, d'agrément de ceux-ci dans le cadre des dispositifs particuliers (politique socioculturelle d'égalité des chances, partenariat et décentralisation), ci-après dénommés dispositifs particuliers, visés respectivement aux articles 16, 17 et 18 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et leurs fédérations, ci-après dénommé le décret, de renouvellement de ces agréments et de qualification des animateurs coordonnateurs.

Section 1^{re}. — De la procédure relative aux demandes de reconnaissance, d'agrément d'un plan d'action et d'agrément de celui-ci dans le cadre des dispositifs particuliers

Article 1^{er}. L'association introduit la demande auprès du Service de la Jeunesse de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française, ci-après dénommé le Service de la Jeunesse, selon les modalités qu'il lui communique et y joint tous documents utiles la justifiant.

Art. 2. L'association utilise à cette fin les formules-types qui lui sont fournies gratuitement par le Service de la Jeunesse qui les élabore et qui les soumet à l'avis de la Commission consultative des Maisons et Centres de Jeunes, ci-après dénommée la Commission.

Art. 3. L'association demande sa reconnaissance comme maison de jeunes ou centre de rencontres et d'hébergement ou centre d'information des jeunes ou fédération.

Art. 4. L'association, qui demande l'agrément de son plan d'action, le joint à sa demande. Il précise :

1° celui des trois niveaux d'agrément de plan d'action visés aux articles 10, 11 ou 14 du décret, ci-après dénommé niveau d'agrément, auquel elle estime pouvoir prétendre;

2° le dispositif particulier dont elle souhaite éventuellement bénéficier.

Art. 5. Après réception d'une demande, le Service de la Jeunesse sollicite auprès de l'association les éléments d'information manquants pour que le dossier soit complètement constitué.

La demande est prise en considération à la date à laquelle le Service de la Jeunesse est en possession du dossier complètement constitué.

Le Service de la Jeunesse accuse alors sans délai réception formelle de la demande et informe l'association de la date de prise en considération de celle-ci.

Jusqu'à la prise de décision, l'association est tenue d'informer le Service de la Jeunesse de toute modification au dossier introduit qui les transmet au Service général de l'Inspection de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française, ci-après dénommé l'Inspection, et la Commission.

Art. 6. Seules font l'objet d'une décision dans le courant d'une année civile, les demandes prises en considération avant le 1^{er} septembre de cette même année. Au plus tard à cette date, le Service de la Jeunesse les transmet pour avis à l'Inspection et à la Commission.

Art. 7. Dès la réception d'une demande, la Commission la traite selon la procédure qu'elle définit dans son règlement d'ordre intérieur.

Elle désigne un membre siégeant avec voix délibérative qui est chargé de préparer l'avis de la Commission.

Le membre désigné est tenu de rencontrer et d'entendre les responsables de l'association au siège de celle-ci.

Art. 8. Dès qu'une demande est transmise pour avis à l'Inspection et la Commission, chacune pour sa part informe le Service de la Jeunesse et l'association, du nom de la personne chargée de préparer son avis.

De manière générale et permanente :

1° le Service de la Jeunesse informe l'Inspection et la Commission de tout élément de nature à leur permettre de préparer leurs avis;

2° l'Inspection exerce sa mission en veillant à l'information du membre de la Commission chargé de préparer l'avis.

Art. 9. l'Inspection communique son avis au Service de la Jeunesse qui en transmet copie à la Commission au plus tard cinq jours ouvrables avant le 1^{er} octobre.

Art. 10. Après réception de chaque avis de l'Inspection et au plus tard le 1^{er} octobre, le Service de la Jeunesse communique à la Commission une proposition de décision relative aux demandes prises en considération avant le 1^{er} septembre.

Au plus tard le 1^{er} octobre, le Service de la Jeunesse communique à la Commission une note évaluant l'impact budgétaire des différentes demandes traitées.

Art. 11. La Commission est tenue de formuler ses avis et de les communiquer au Service de la Jeunesse au plus tard cinq jours ouvrables avant la date à laquelle il est tenu de transmettre sa proposition de décision au membre du Gouvernement qui a la jeunesse dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre.

A défaut de respecter les délais dans lesquels la Commission est tenue de formuler et de communiquer ses avis, ceux-ci sont réputés conformes aux propositions du Service de la Jeunesse.

Art. 12. Le 30 novembre au plus tard, le Service de la Jeunesse communique au Ministre ses propositions de décisions relatives aux demandes traitées accompagnées des avis de l'Inspection et de la Commission.

Art. 13. La décision est prise par le Ministre et notifiée à l'association au plus tard le 31 décembre par le Service de la Jeunesse.

Art. 14. Les décisions prennent effet le 1^{er} janvier qui suit leur date de notification.

Le Ministre peut fixer une autre date sur proposition de la Commission.

Section 2. — De la procédure de renouvellement d'agrément des plans d'action et d'agrément de ceux-ci dans le cadre des dispositifs particuliers

Art. 15. Les articles 1^{er} à 5, 7, 1^{er} et 2^e alinéas, et 8 à 14 sont d'application aux procédures prévues dans la présente section.

Art. 16. Les associations doivent introduire les demandes entre le 1^{er} et le 15 avril.

Seules font l'objet d'une décision dans le courant d'une année civile, les demandes prises en considération avant le 30 avril de cette même année. Au plus tard à cette date, le Service de la Jeunesse en transmet copie à l'Inspection et à la Commission.

Art. 17. Outre les éléments visés à l'article 4, la demande de renouvellement d'agrément comporte une évaluation du plan d'action échu et, si la demande porte sur le renouvellement de l'agrément dans le cadre d'un dispositif particulier, une évaluation de l'action qu'elle a développée dans ce cadre.

Section 3. — De la procédure relative à la qualification des animateurs coordonnateurs.

Art. 18. Les articles 1^{er}, 2, 5, 7, 1^{er} et 2^e alinéas, sont d'application aux procédures prévues dans la présente section.

Art. 19. L'association, qui sollicite la qualification de son animateur coordonnateur, en précise le type de qualification sollicitée en vertu de l'article 37 du décret. Le Service de la Jeunesse communique le dossier complètement constitué, pour avis, à l'Inspection.

Art. 20. La Sous-Commission prend ses décisions dans les six mois qui suivent la prise en considération des demandes et au plus tard le 30 novembre pour les demandes prises en considération avant le 1^{er} septembre de la même année.

CHAPITRE 2. — Des procédures de reconnaissance des associations, d'agrément de leurs plans d'action et d'agrément de ceux-ci dans le cadre des dispositifs particuliers, mises en oeuvre en 2001

Section 1^{re}. — Des procédures concernant les maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes

Art. 21. Les articles 1^{er} à 5, 7, 1^{er} et 2^e alinéas, et 8 à 14 sont d'application aux procédures prévues dans la présente section.

Art. 22. Les associations doivent introduire les demandes complètement constituées entre le 1^{er} avril et le 31 mai.

Seules font l'objet d'une décision dans le courant d'une année civile, les demandes prises en considération avant le 31 mai de cette même année. Au plus tard à cette date, le Service de la Jeunesse en transmet copie à l'Inspection et à la Commission.

Section 2. — Des procédures relatives aux fédérations

Art. 23. Les articles 1^{er}, 5, 7, 1^{er} et 2^e alinéas et 8 sont d'application aux procédures prévues dans la présente section.

Art. 24. Les associations doivent introduire les demandes au plus tard le 14 mars.

Seules font l'objet d'une décision avant le 31 avril les demandes prises en considération avant le 14 mars.

Au plus tard à cette date, le Service de la Jeunesse en transmet copie à l'Inspection et à la Commission.

Art. 25. l'Inspection communique son avis au Service de la Jeunesse qui en transmet copie à la Commission.

Art. 26. Au plus tard le 5 mai, le Service de la Jeunesse communique à la Commission une proposition de décision relatives aux demandes prises en considération.

Art. 27. La Commission est tenue de formuler ses avis et de les communiquer au Service de la Jeunesse au plus tard le 5 mai.

Art. 28. Le Service de la Jeunesse communique au Ministre ses propositions de décisions accompagnées des avis de l'Inspection et de la Commission.

Art. 29. Le Ministre prend ses décisions qui sont notifiées aux associations par le Service de la Jeunesse au plus tard le 15 juin. Ces décisions prennent effet au 1^{er} janvier 2001.

CHAPITRE 3. — De la procédure relative aux retrait de reconnaissance, modification de niveau ou retrait d'agrément d'un plan d'action et retrait d'agrément de celui-ci dans le cadre d'un dispositif particulier durant leur application

Art. 30. Lorsque le Service de la Jeunesse formule, après avis de l'Inspection, une proposition de retrait de reconnaissance, de modification de niveau ou de retrait d'agrément de plan d'action ou de retrait d'agrément de celui-ci dans le cadre d'un dispositif particulier durant leur application, elle en informe l'association par recommandé et la soumet, accompagnée de l'avis de l'Inspection, pour avis à la Commission.

Les articles 7 et 8 sont d'application aux procédures prévues dans la présente section.

La Commission est tenue de formuler son avis et de le communiquer au Service de la Jeunesse, dans les trois mois suivant la réception de la proposition de celui-ci.

A défaut de respecter ce délai, son avis est réputé conforme à la proposition du Service de la Jeunesse.

Les décisions prennent effet à dater de leur notification par le Service de la Jeunesse à l'exception de celles relatives à des montées de niveau d'agrément de plan d'action qui prennent effet le 1^{er} janvier suivant leur notification ou à une autre date que le Ministre peut fixer sur proposition de la Commission.

CHAPITRE 4. — De la procédure relative à la suspension du droit à la subvention annuelle ordinaire

Art. 31. Lorsque le Service de la Jeunesse formule, après avis de l'Inspection, une proposition de suspension du droit à la subvention annuelle ordinaire, il adresse un courrier recommandé à l'association concernée l'informant qu'une procédure de suspension de son droit à la subvention est entreprise à son encontre et précisant quels critères de reconnaissance elle ne respecte plus.

Ce courrier précise, en outre, la date à laquelle la décision de suspension prendrait effet.

Il en informe simultanément la Commission.

Les articles 7 à 8 sont d'application aux procédures prévues dans la présente section.

Art. 32. A dater de l'expédition de ce courrier, l'association dispose de quinze jours ouvrables pour transmettre au Service de la Jeunesse les éléments d'information qu'elle estime utiles.

Art. 33. A l'issue de ce délai, le Service de la Jeunesse dispose de sept jours ouvrables pour transmettre, le cas échéant, à la Commission une proposition de suspension du droit à la subvention ordinaire.

Art. 34. A dater de la réception de la proposition, la Commission dispose de trois mois au plus pour émettre son avis et le communiquer au Service de la Jeunesse.

A défaut de respecter ce délai, son avis est réputé conforme à la proposition du Service de la Jeunesse.

Art. 35. Le Service de la Jeunesse communique sa proposition au Ministre.

Art. 36. Le Ministre prend sa décision en déterminant le cas échéant la date d'effet et la durée de la suspension, et la communique au Service de la Jeunesse.

Art. 37. A dater de la réception de la décision, le Service de la Jeunesse dispose de sept jours ouvrables pour la notifier à l'association.

CHAPITRE 5. — Des procédures de recours

Section 1^{re}. — Du recours contre une décision relative à une demande de reconnaissance, d'agrément d'un plan d'action et d'agrément de celui-ci dans le cadre d'un dispositif particulier, à un retrait de reconnaissance, à une modification de niveau d'agrément de plan d'action, à un retrait d'agrément de plan d'action ou un retrait d'agrément de celui-ci dans le cadre d'un dispositif particulier durant leur application

Art. 38. A dater de la réception de la notification de la décision, l'association dispose de quinze jours ouvrables pour faire appel de la décision par courrier recommandé adressé au Service de la Jeunesse.

Art. 39. Dès réception du recours, le Service de la Jeunesse :

a) en transmet copie à l'Inspection et à la Commission qui chacune désigne son membre chargé d'examiner le recours;

b) adresse à l'association un accusé de réception qui l'informe de la date de prise en considération de son recours.

Art. 40. Le membre de l'Inspection ou de la Commission appelé à préparer leurs avis relativement à un recours ne peut être celui qui a instruit la demande en première instance.

Art. 41. A dater de la réception du recours, l'Inspection dispose de quinze jours ouvrables pour communiquer son avis au Service de la Jeunesse.

Art. 42. A dater de la réception de l'avis de l'Inspection, le Service de la Jeunesse dispose de dix jours ouvrables pour soumettre à la Commission pour avis une proposition de décision.

La Commission :

1° avertit l'association de la date à laquelle son dossier est traité;

2° peut l'entendre d'initiative et doit l'entendre si l'association en exprime la demande;

3° peut inviter l'association à formuler ses observations par écrit.

Elle est tenue de formuler son avis et de le communiquer au Service de la Jeunesse, dans les deux mois à dater de la réception de sa proposition.

A défaut de respecter ce délai, il est réputé être conforme à celle-ci.

Art. 43. A dater de la réception de l'avis de la Commission, le Service de la Jeunesse dispose de sept jours ouvrables pour soumettre au Ministre pour décision sa proposition accompagnée des avis de l'Inspection et de la Commission.

Le Service de la Jeunesse informe simultanément l'association de la date et du contenu de la proposition soumise au Ministre.

A dater de la réception de la proposition, le Ministre dispose de dix jours ouvrables pour prendre sa décision et la communiquer au Service de la Jeunesse.

A dater de la réception de la décision du Ministre, le Service de la Jeunesse dispose de cinq jours ouvrables pour la notifier à l'association.

Section 2. — Du recours relatif à une décision concernant la suspension du droit à la subvention ordinaire

Art. 44. Les articles 38 à 43 sont d'application aux procédures prévues dans la présente section.

Art. 45. Une décision confirmant une décision de suspension du droit à la subvention prend effet à la date à laquelle le Service de la Jeunesse a notifié cette même décision à l'association dans le cadre de la procédure initiale.

Section 3. — Du recours relatif à une décision concernant la qualification des animateurs coordonnateurs

Art. 46. A dater de la réception de la notification de la décision, l'association dispose de quinze jours ouvrables pour faire appel de la décision par courrier recommandé adressé au Service de la Jeunesse.

Le Service de la Jeunesse communique sans délai le recours à la Commission, qui dispose de quinze jours ouvrables pour lui communiquer son avis, et à la Sous-Commission de Qualification.

Art. 47. A dater de la réception de l'avis de la Commission, le Service de la Jeunesse dispose de cinq jours ouvrables pour communiquer à la Sous-Commission de Qualification une proposition de décision, qui à dater de sa réception, dispose de deux mois pour statuer définitivement.

Si elle en exprime la demande, l'association peut être entendue par la Sous-Commission. Le Service de la Jeunesse notifie la décision à l'association.

CHAPITRE 6. — Disposition finale

Art. 48. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Art. 49. Le Ministre de la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 décembre 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Jeunesse,
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 3891

[C — 2002/29501]

20 DECEMBER 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de modaliteiten voor de toepassing van de artikelen 9, 20, 37 en 51 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties, inzonderheid op de artikelen 9, 20, 37 en 51;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de Jeugdcentra, gegeven op 7 november 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 november 2000,

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 november 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State 30.931/4, gegeven bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Jeugdzaken, Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken en Sport;

Besluit :

HOOFDSTUK I. — De procedures voor de erkenning van verenigingen, de erkenning van hun actieplannen, de erkenning van deze in het kader van bijzondere regelingen (socio-cultureel beleid voor gelijke kansen, partnerschap en decentralisatie), hierna bijzondere regelingen genoemd, respectievelijk bedoeld in de artikelen 16, 17 en 18 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties, hierna het decreet genoemd, de vernieuwing van deze regelingen en de kwalificatie van de coördinerende animators

Afdeling I. — De procedure betreffende de aanvragen om erkenning van een vereniging, om erkenning van een actieplan en om erkenning ervan in het kader van de bijzondere regelingen

Artikel 1. De vereniging dient de aanvraag in bij de Jeugddienst van de Algemene Directie voor Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, hierna de Jeugddienst genoemd, volgens de bepalingen die hij haar meedeelt en voegt er alle nodige documenten aan die de aanvraag staven.

Art. 2. De vereniging gebruikt daartoe de modelformulieren die haar gratis door de Jeugddienst worden verschaft, die deze opstelt en voor advies aan de Adviescommissie voor Jeugdhuis- en centra voorlegt, hierna de Commissie genoemd.

Art. 3. De vereniging vraagt haar erkenning aan als jeugdhuis of ontmoetings- en huisvestingscentrum of informatiecentrum voor jongeren of federatie.

Art. 4. De vereniging die de erkenning van haar actieplan aanvraagt, voegt het bij de aanvraag bij. Zij bepaalt :

1° het niveau onder de drie erkenningsniveaus voor het actieplan bepaald bij de artikelen 10, 11 of 14 van het decreet, hierna het erkenningsniveau genoemd, waarop zij denkt recht te hebben;

2° de bijzondere regeling die zij eventueel wenst te genieten.

Art. 5. Na de ontvangst van een aanvraag, verzoekt de Jeugddienst bij de vereniging om de ontbrekende informatie opdat het dossier volledig zou zijn.

De aanvraag wordt in acht genomen op de datum waarop de Jeugddienst beschikt over het volledige dossier.

De Jeugddienst meldt dan zonder verwijl uitdrukkelijk ontvangst van de aanvraag en informeert de vereniging over de datum van de inachtneming van deze.

Totdat de beslissing is genomen, is de vereniging ertoe gehouden de Jeugddienst op de hoogte te houden van elke wijziging van het ingediende dossier, die deze aan de Algemene Inspectiedienst van de Algemene Directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, hierna de Inspectie genoemd, en aan de Commissie meedeelt.

Art. 6. Slechts de aanvragen voor 1 september van een kalenderjaar worden behandeld, komen in aanmerking voor een beslissing in de loop van dat jaar. Ten laatste op deze datum zendt de Jeugddienst deze aanvragen voor advies aan de Inspectie en aan de Commissie over.

Art. 7. Zodra een aanvraag ontvangen wordt, wordt deze door de Commissie behandeld volgens de procedure die ze in haar huidhoudelijk reglement bepaalt.

Zij stelt een stemgerechtigd lid aan dat belast is met het voorbereiden van het advies van de Commissie.

Het aangestelde lid is ertoe gehouden de verantwoordelijken van de vereniging te ontmoeten en te horen op de zetel van deze.

Art. 8. Zodra een aanvraag voor advies aan de Inspectie en de Commissie wordt overgezonden, informeren ze elk afzonderlijk de Jeugddienst en de vereniging over de naam van de persoon die ermee belast wordt het advies voor te bereiden.

Algemeen en permanent :

1° informeert de Jeugddienst de Inspectie en de Commissie over elk element met het oog op het voorbereiden van hun advies;

2° voert de Inspectie haar opdracht uit, waarbij zij het lid van de Commissie belast met het voorbereiden van het advies, informeert.

Art. 9. De Inspectie deelt haar advies mee aan de Jeugddienst, die een kopie aan de Commissie ten laatste vijf werkdagen voorafgaand aan 1 oktober verzendt.

Art. 10. Na ontvangst van elk advies van de Inspectie en ten laatste op 1 oktober, deelt de Jeugddienst aan de Commissie een voorstel mee van beslissing betreffende de aanvragen die voor 1 september behandeld zijn.

Ten laatste op 1 oktober, deelt de Jeugddienst aan de Commissie een nota mee die de budgettaire gevolgen van de verschillende behandelde aanvragen evalueert.

Art. 11. De Commissie is ertoe gehouden haar adviezen te formuleren en die aan de Jeugddienst mee te delen ten laatste vijf werkdagen voor de datum waarop hij zijn voorstel van beslissing aan het Regeringslid tot wiens bevoegdheid de Jeugdzaken behoren, hierna de Minister genoemd, moet verzenden.

Wordt de termijn binnen welke de Commissie haar adviezen moet formuleren en meedelen niet nageleefd, dan worden die geacht in overeenstemming te zijn met de voorstellen van de Jeugddienst.

Art. 12. Op 30 november ten laatste, deelt de Jeugddienst voorstellen van beslissingen aan de Minister mee betreffende de behandelde aanvragen, samen met adviezen van de Inspectie en de Commissie.

Art. 13. De beslissing wordt ten laatste op 31 december door de Minister genomen en aan de vereniging door de Jeugddienst meegedeeld.

Art. 14. De beslissingen hebben uitwerking met ingang van 1 januari volgend op de datum van mededeling.

De Minister kan een andere datum vaststellen op de voordracht van de Commissie.

Afdeling 2. — De procedure voor de vernieuwing van de erkenning van de actieplannen en van de erkenning van deze in het kader van bijzondere regelingen

Art. 15. De artikelen 1 tot 5, 7, leden 1 en 2 en 8 tot 14 zijn van toepassing op de procedures bepaald in deze afdeling.

Art. 16. De verenigingen moeten de aanvragen indienen tussen 1 en 15 april.

Slechts de aanvragen die voor 30 april van een kalenderjaar worden behandeld, komen in aanmerking voor een beslissing in de loop van dat jaar. Ten laatste op deze datum zendt de Jeugddienst een kopie aan de Inspectie en de Commissie over.

Art. 17. Buiten de elementen bedoeld in artikel 4, bevat de aanvraag om vernieuwing van erkenning een evaluatie van het vervallen actieplan en als de aanvraag over de vernieuwing van de erkenning gaat binnen het kader van een bijzondere regeling, een evaluatie van de actie die ze ontwikkeld heeft binnen dat kader.

Afdeling 3. — De procedure betreffende de kwalificatie van de coördinerende animators

Art. 18. De artikelen 1, 2, 5, 7, leden 1 en 2, zijn van toepassing op de procedures bepaald bij deze afdeling.

Art. 19. De vereniging die de kwalificatie van haar coördinerende animator aanvraagt, bepaalt er het aangevraagde kwalificatietype van overeenkomstig artikel 37 van het decreet. De Jeugddienst deelt het volledige dossier voor advies aan de Inspectie mee.

Art. 20. De Subcommissie neemt beslissingen binnen de zes maanden volgend op de behandeling van de aanvragen en ten laatste op 30 november voor de aanvragen die behandeld zijn vóór 1 september van datzelfde jaar.

HOOFDSTUK 2. — De procedures voor de erkenning van de verenigingen, de erkenning van hun actieplannen en de erkenning van deze in het kader van de bijzondere regelingen, uitgevoerd in 2001

Afdeling 1. — De procedures betreffende de Jeugdhuisen, de ontmoetings- en huisvestingscentra en de informatiecentra voor jongeren

Art. 21. De artikelen 1 tot 5, 7, leden 1 en 2, en 8 tot 14 zijn van toepassing op de procedures bepaald in deze afdeling.

Art. 22. De verenigingen moeten de volledige aanvragen tussen 1 april en 31 mei indienen.

Slechts de aanvragen die voor 31 mei van een kalenderjaar behandeld zijn, komen in aanmerking voor een beslissing in de loop van dat jaar. Ten laatste op deze datum zendt de Jeugddienst een kopie aan de Inspectie en de Commissie over.

Afdeling 2. — De procedures betreffende de federaties

Art. 23. De artikelen 1, 5, 7, leden 1 en 2, en 8 zijn van toepassing op de procedures bedoeld in deze afdeling.

Art. 24. De verenigingen moeten de aanvragen ten laatste op 14 maart indienen.

Slechts de aanvragen die behandeld zijn voor 14 maart kunnen voor 31 april in aanmerking komen voor een beslissing.

Ten laatste op deze datum zendt de jeugddienst een kopie over aan de Inspectie en de Commissie.

Art. 25. De Inspectie deelt haar advies mee aan de Jeugddienst, die een kopie aan de Commissie overzendt.

Art. 26. Ten laatste op 5 mei, deelt de Jeugddienst een voorstel van beslissing mee betreffende de behandelde aanvragen aan de Commissie.

Art. 27. De Commissie is ertoe gehouden haar adviezen te formuleren en die ten laatste op 5 mei aan de Jeugddienst mee te delen.

Art. 28. De Jeugddienst deelt aan de Minister zijn voorstellen van beslissingen mee samen met de adviezen van de Inspectie en de Commissie.

Art. 29. De Minister neemt zijn beslissingen, die aan de verenigingen door de Jeugddienst worden meegedeeld, ten laatste op 15 juni. Deze beslissingen hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

HOOFDSTUK 3. — De procedure betreffende de terugtrekking van de erkenning, de wijziging van het niveau of de terugtrekking van de erkenning van een actieplan en terugtrekking van de erkenning ervan binnen het kader van een bijzondere regeling gedurende hun toepassing

Art. 30. Wanneer de Jeugddienst na advies van de Inspectie een voorstel van terugtrekking van erkenning, van wijziging van het niveau of terugtrekking van de erkenning van een actieplan of van terugtrekking van de erkenning ervan binnen het kader van een bijzondere regeling gedurende hun toepassing formuleert, brengt zij de vereniging ervan op de hoogte per aangetekende brief en onderwerpt die samen met het advies van de Inspectie voor advies aan de Commissie.

De artikelen 7 en 8 zijn van toepassing op de procedures bedoeld in deze afdeling.

De Commissie is ertoe gehouden haar advies te formuleren en aan de Jeugddienst mee te delen binnen de drie maanden volgend op de ontvangst van het voorstel van dat advies.

Wordt die termijn niet nageleefd, dan wordt haar advies geacht in overeenstemming te zijn met het voorstel van de Jeugddienst.

De beslissingen hebben uitwerking met ingang van hun mededeling door de Jeugddienst met uitzondering van deze die betrekking hebben op de opklimming in erkenningsniveaus van actieplan die uitwerking hebben met ingang van 1 januari volgend op hun mededeling of een andere datum die door de Minister kan worden vastgesteld op voordracht van de Commissie.

HOOFDSTUK 4. — De procedure betreffende de opschorting van het recht op de jaarlijkse gewone subsidie

Art. 31. Wanneer de Jeugddienst na advies van de Inspectie een voorstel doet tot opschorting van het recht op de jaarlijkse gewone subsidie, stuurt hij aan de betrokken vereniging een aangetekende brief op die haar informeert over het feit dat een procedure tot opschorting van haar recht op subsidie wordt aangevat tegen haar en die bepaalt welke erkenningscriteria zij niet meer naleeft.

Deze brief bepaalt daarenboven de datum waarop de beslissing tot opschorting uitwerking heeft.

Hij informeert tegelijkertijd de Commissie erover.

De artikelen 7 tot 8 zijn van toepassing op de procedures bepaald in deze afdeling.

Art. 32. Vanaf de datum waarop deze brief wordt opgestuurd, beschikt de vereniging over veertien werkdagen om aan de Jeugddienst de informatie die ze als nuttig acht mee te delen.

Art. 33. Op het einde van deze termijn beschikt de Jeugddienst over zeven werkdagen om, in voorkomend geval, aan de Commissie een voorstel tot opschorting van het recht op de gewone subsidie over te zenden.

Art. 34. Vanaf de ontvangst van het voorstel beschikt de Commissie over hoogstens drie maanden om haar advies te geven en die aan de Jeugddienst mee te delen.

Wordt die termijn niet nageleefd, dan wordt haar advies geacht in overeenstemming te zijn met het voorstel van de jeugddienst.

Art. 35. De Jeugddienst deelt zijn voorstel aan de Minister mee.

Art. 36. De Minister neemt zijn beslissing door, in voorkomend geval, de datum van het begin van de uitwerking en de duur van de opschorting te bepalen en deelt die aan de Jeugddienst mee.

Art. 37. Vanaf de ontvangst van de beslissing, beschikt de Jeugddienst over zeven werkdagen om die aan de vereniging mee te delen.

HOOFDSTUK 5. — De procedures voor beroep

Afdeling 1. — Het beroep tegen een beslissing betreffende een aanvraag om erkenning, van een actieplan en erkenning ervan in het kader van een bijzondere regeling, een terugtrekking van een erkenning, betreffende het niveau van erkenning van het actieplan, een terugtrekking van erkenning van een actieplan of een terugtrekking van erkenning ervan in het kader van een bijzondere regeling gedurende hun toepassing

Art. 38. Vanaf de ontvangst van de mededeling van de beslissing beschikt de vereniging over veertien werkdagen om tegen de beslissing beroep aan te tekenen per aangetekende brief geadresseerd aan de Jeugddienst.

Art. 39. Zodra het beroep wordt ontvangen, zorgt de Jeugddienst ervoor :

dat een kopie aan de Inspectie en de Commissie wordt opgestuurd die elk haar lid aanstelt dat belast is met het onderzoeken van het beroep;

dat een ontvangstbewijs aan de vereniging wordt opgestuurd dat haar informeert over de datum van behandeling van haar beroep.

Art. 40. Het lid van de Inspectie of de Commissie dat hun adviezen moet voorbereiden betreffende een beroep mag niet het lid zijn dat de aanvraag in eerste instantie heeft onderzocht.

Art. 41. Vanaf de ontvangst van het beroep beschikt de Inspectie over veertien werkdagen om haar advies aan de Jeugddienst mee te delen.

Art. 42. Vanaf de ontvangst van het advies van de Inspectie beschikt de Jeugddienst over tien werkdagen om een voorstel tot beslissing voor advies aan de Commissie voor te leggen.

De Commissie :

1° brengt de vereniging op de hoogte van de datum waarop haar dossier behandeld wordt;

2° mag haar op eigen initiatief horen en moet haar horen als de vereniging erom vraagt;

3° mag de vereniging vragen om haar opmerkingen schriftelijk te formuleren.

Zij is ertoe gehouden haar advies te formuleren en die aan de Jeugddienst mee te delen binnen de twee maanden vanaf de datum van ontvangst van zijn voorstel.

Wordt deze termijn niet nageleefd, dan wordt hij geacht in overeenstemming te zijn met dit voorstel.

Art. 43. Vanaf de ontvangst van het advies van de Commissie beschikt de Jeugddienst over zeven werkdagen om aan de Minister zijn voorstel voor beslissing voor te leggen samen met de adviezen van de Inspectie en de Commissie.

De Jeugddienst informeert tegelijkertijd de vereniging over de datum en de inhoud van het aan de Minister voorgelegde voorstel.

Vanaf de ontvangst van het voorstel beschikt de Minister over tien werkdagen om zijn beslissing te nemen en die aan de Jeugddienst mee te delen.

Vanaf de ontvangst van de beslissing van de Minister beschikt de Jeugddienst over tien werkdagen om die aan de vereniging mee te delen.

Afdeling 2. — Het beroep betreffende een beslissing tot opschorting van het recht op de gewone subsidie

Art. 44. De artikelen 38 tot 43 zijn van toepassing op de procedures in deze afdeling.

Art. 45. Een beslissing die een beslissing tot opschorting van het recht op de subsidie bevestigt, heeft uitwerking met ingang van de datum waarop de Jeugddienst diezelfde beslissing heeft mee gedeeld aan de vereniging in het kader van de oorspronkelijke procedure.

Afdeling 3. — Het beroep betreffende een beslissing inzake de kwalificatie van de coördinerende animators

Art. 46. Vanaf de ontvangst van de mededeling van de beslissing beschikt de vereniging over veertien werkdagen om per aangetekende brief aan de Jeugddienst beroep aan te tekenen tegen de beslissing.

De Jeugddienst deelt onmiddellijk het beroep aan de Commissie mee die over veertien werkdagen beschikt om hem haar advies mee te delen alsmede aan de Subcommissie Kwalificatie.

Art. 47. Vanaf de ontvangst van het advies van de Commissie beschikt de Jeugddienst over vijf werkdagen om aan de Subcommissie Kwalificatie een voorstel tot beslissing mee te delen die vanaf zijn ontvangst over twee maanden beschikt om definitief een beslissing te nemen.

Als ze erom vraagt, kan de vereniging gehoord worden door de Commissie.

De Jeugddienst deelt de beslissing aan de vereniging mee.

HOOFDSTUK 6. — Slotbepaling

Art. 48. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2001.

Art. 49. De Minister van Jeugdzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 december 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Jeugdzaken,

R. DEMOTTE